

# Putschs en Afrique : des transitions complexes dans un continent en mutation

Georges Berghezan



18 octobre 2023



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation  
permanente de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles.

Crédit photo de couverture : FAMA avec instructeurs – EUTM Mali (l'auteur précise que cette image appartient désormais au passé).

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. Reproduction autorisée à condition de reproduire la citation et le lien url ci-dessus.

© Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité  
@Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique  
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org) – [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : @grip\_org -Facebook : GRIP.1979

## **Putschs en Afrique : des transitions complexes dans un continent en mutation**

### **Résumé**

Depuis 2019, l'Afrique a connu une dizaine de coups d'État ayant placé des militaires au pouvoir dans sept pays. Dans certains cas, les autorités renversées avaient été élues lors d'élections relativement régulières mais, dans d'autres, elles s'accrochaient au pouvoir par la manipulation constitutionnelle, la fraude électorale ou la force brutale.

La présente note examine donc les différents contextes qu'offrent ces sept pays, la plupart situés sur un axe est-ouest allant du Soudan à la Guinée. Elle s'intéresse particulièrement au défi sécuritaire aigu que doivent relever les juntas, en particulier au Sahel. Elle s'interroge également sur le rejet du « modèle français », et plus largement occidental, à l'œuvre auprès des militaires mais aussi de nombreux civils dans la plupart des ex-colonies françaises et sur l'attraction exercée par d'autres modèles, plus autoritaires et – espèrent-ils – plus efficaces et égalitaires.

Enfin, la note fait le point sur l'état de la « transition » dans chacun des sept pays puisque les juntas ont prévu, à plus ou moins brève échéance, de restituer les commandes aux civils. Cependant, la durée et les modalités de la période transitoire, convenues en concertation avec des organisations régionales ou des mouvements citoyens, ont déjà été revues par les militaires, avec en conséquence le report des scrutins électoraux prévus, au motif de la dégradation de la situation sécuritaire. La tournure que prendront les conflits en cours sera donc un facteur déterminant fortement le calendrier électoral et, au-delà, les profondes transformations annoncées dans certains de ces pays, y compris leur repositionnement stratégique.

### **Abstract**

#### **Putsches in Africa: Complex transitions in a changing continent**

Since 2019, Africa has experienced ten coups having placed the military in power in seven countries. In some cases, the toppled authorities had been elected in relatively fair elections, but in others they were clinging to power through constitutional manipulation, electoral fraud or brutal force.

This note therefore examines the variety of contexts offered by these seven countries, most located on an east-west axis stretching from Sudan to Guinea. A particular interest is devoted to the acute security challenge faced by the juntas of several of these countries, especially in the Sahel. It also questions the rejection of the “French model”, and more broadly the Western model, at work among the military but also many civilians in most former French colonies, and on the attraction exerted by other models, more authoritarian and – they hope – more effective and egalitarian.

Finally, the note takes stock of the state of the “transition” in each of the seven countries since the juntas have planned, in the more or less short term, to return the power to the civilians. However, the duration and terms of the transitional period, agreed in consultation with regional organizations or citizen movements, have already been reviewed by the military, with the consequent postponement of the planned electoral votes, on the grounds of the deterioration of the security situation. The turn that the current conflicts will take will therefore be a factor strongly determining the electoral calendar and, beyond that, the deep transformations announced in some of these countries, including their strategic repositioning.





## Introduction

En une cinquantaine de mois, entre avril 2019 et août 2023, l'Afrique a connu une dizaine de coups d'État ayant placé des militaires au pouvoir dans sept pays. Tous, sauf au Gabon, se sont déroulés dans une bande allant de la Guinée à l'ouest au Soudan à l'est. À l'exception de ce dernier pays, tous les putschs ont eu lieu dans d'anciennes colonies françaises. Enfin, dans quatre de ces pays, les militaires ont renversé un régime accusé de se maintenir par la force ou la fraude électorale alors que, dans les trois autres, ce sont des autorités civiles légalement constituées à la suite d'élections plus ou moins régulières qui ont été renvoyées.

Cette prolifération de coups d'État pose de multiples questions, que ce soit sur la faiblesse des États où ils se sont déroulés, sur le soutien apporté à ces coups par une partie de la population, sur la validité du modèle démocratique, économique et sécuritaire à l'occidentale ou encore sur l'attraction exercée par d'autres modèles.

Plus concrètement, la grande inconnue est l'issue des « transitions » proclamées, puisqu'aucun des nouveaux tenants du pouvoir n'a exclu de céder, à plus ou moins brève échéance, la place aux civils, en accord avec l'ordre constitutionnel en vigueur. Au contraire, des calendriers, incluant des échéances électorales, ont été établis, mais aussi souvent révisés, à chaque fois en prolongeant ladite transition. Par ailleurs, la situation sécuritaire, particulièrement aiguë dans la plupart des pays « putschistes », devrait également peser sur toute restitution du pouvoir aux civils.

Cette note a pour but de fournir de manière synthétique quelques clés de lecture indispensables à la compréhension de ces coups d'État. Primo, il s'agit de rappeler la diversité des contextes dans lesquels s'inscrivent ces diverses prises de pouvoir par la force, cela afin de prévenir tout simplisme ou risque de généralisation abusive. Secundo, il importe de ne pas négliger et de tenter de comprendre le soutien populaire manifesté aux putschistes. Ce dernier élément est d'ailleurs directement en lien avec une troisième clé de lecture qui réside dans le rejet de Paris par les acteurs locaux et dans le rôle de Moscou et de Washington. Tertio, un facteur-clé sera l'évolution de la sécurité, dont le rétablissement serait une dimension déterminante d'un éventuel succès des militaires putschistes. Enfin, bien que ceux-ci déclarent vouloir inscrire leur démarche dans une logique de transition du pouvoir, les modalités et les calendriers de celle-ci sont divers, fluctuants et incertains.

En conclusion, cette note insiste sur la précarité de la situation actuelle tant en ce qui concerne le modèle de gouvernance auxquelles aspirent les sociétés africaines que sur leurs relations avec les pays tiers, dans le contexte régional ou avec des acteurs exogènes au continent, y compris des puissances émergentes comme la Chine ou la Turquie.

## Des putschs dans des contextes divers

Au Soudan, après plusieurs mois de manifestations populaires réclamant son départ, l'armée soudanaise a, en avril 2019, renversé son chef, Omar el-Bechir, lui-même arrivé au pouvoir après un coup d'État en 1989.

Au Tchad, en avril 2021, c'est la mort d'Idriss Déby, au pouvoir depuis plus de trente ans grâce à une sévère répression et en dépit de multiples rébellions, qui a permis à son général de fils de se proclamer chef de l'État, en violation de la constitution qui prévoyait que ce poste revienne au président de l'Assemblée nationale.

En Guinée, les militaires ont justifié leur coup d'État de septembre 2021 par le « troisième mandat » que s'est octroyé, au prix de manipulations constitutionnelles et malgré la colère populaire, le président Alpha Condé.

Au Gabon, scénario similaire, où les militaires ont déposé en août 2023 le président Ali Bongo, accusé de fraudes électorales, au pouvoir depuis 2009, après avoir remplacé son père, Omar, resté plus de quatre décennies aux commandes du pays.

Dans les trois autres États, situés au cœur du Sahel et en proie à une importante insurrection djihadiste, les autorités politiques renversées étaient parvenues au pouvoir selon les règles de la démocratie parlementaire à l'occidentale, en particulier les présidents Ibrahim Boubacar Keïta au Mali (renversé en août 2020), Roch Marc Christian Kaboré au Burkina Faso (janvier 2022) et Mohamed Bazoum au Niger (août 2023). Dans chacun des cas, l'incapacité du pouvoir civil à contenir l'insécurité et la progression des groupes rebelles a été invoquée par les militaires. Par ailleurs, les nouveaux dirigeants, adoptant une posture souverainiste, ne se sont pas privés de faire porter l'échec sécuritaire aux forces internationales, en particulier l'opération Barkhane et la présence militaire française.

Signe de l'instabilité ambiante, trois de ces pays ont connu un deuxième putsch peu après le premier : le **Mali**, où les autorités militaires dirigées par le colonel Goïta ont arrêté, en mai 2021, le président et le Premier ministre civils qu'elles avaient installés lors du précédent coup ; le **Soudan**, où le général al-Burhan a purgé de civils, en octobre 2021, son *Transitional Sovereignty Council* instauré après le premier coup ; et le **Burkina Faso** où le colonel Damiba a perdu le pouvoir, huit mois après l'avoir conquis, au profit de son subordonné, le capitaine Traoré.

**Tableau 1 : Dix coups d'État dans sept pays, avril 2019-août 2023.**

Pays	Date du coup d'État	Nouveau chef d'État
<b>Soudan</b>	11 avril 2019	Général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan
<b>Mali</b>	18 août 2020	Bah N'Daw (Colonel Assimi Goïta)
<b>Tchad</b>	21 avril 2021	Général Mahamat Idriss Déby Itno
<b>Mali</b>	24 mai 2021	Colonel Assimi Goïta
<b>Guinée</b>	5 septembre 2021	Colonel Mamadi Doumbouya
<b>Soudan</b>	25 octobre 2021	Général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan
<b>Burkina Faso</b>	23 janvier 2022	Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba
<b>Burkina Faso</b>	30 septembre 2022	Capitaine Ibrahim Traoré
<b>Niger</b>	26 juillet 2023	Général Abdourahamane Tchiani, dit Omar Tiani
<b>Gabon</b>	30 août 2023	Général Brice Clotaire Oligui Nguema

Source : GRIP, 2023.

### Soutien populaire aux militaires

Dans plusieurs cas, l'accaparement du pouvoir par les militaires a été accueilli favorablement par d'importantes franges de la société. L'exception la plus évidente est le Soudan, dont la population, après avoir subi la répression des militaires avant et après chaque coup d'État<sup>1</sup>, est victime, depuis le 15 avril 2023, d'une sanglante lutte pour le pouvoir, opposant l'armée nationale du général al-Burhan à l'unité paramilitaire des *Rapid Support Forces* (RSF), dirigée par Mohamed Hamdan Dagalo et soutenue par la milice russe Wagner<sup>2</sup>. L'autre exception est le Tchad où l'accession à la tête du pays de Mahamat Idriss Déby a suscité une forte opposition populaire, violemment réprimée<sup>3</sup>.

Dans les cinq autres pays, les putschs se sont déroulés sans violence ciblant les civils et avec le soutien d'une grande partie d'entre eux<sup>4</sup>. S'il semble s'éroder au Mali et en

<sup>1</sup> « [Sudan: Speed up investigations into 2019 Khartoum massacre](#) », *Amnesty International*, 3 juin 2021 et « [Sudan Events of 2022](#) », *Human Rights Watch*, 2023.

<sup>2</sup> « [US accuses Wagner Group of supplying missiles to Sudan's RSF](#) », *Al Jazeera*, 25 mai 2023.

<sup>3</sup> « [Tchad. La répression des manifestations se poursuit alors que les autorités ne protègent pas le droit à la liberté d'expression](#) », *Amnesty International*, 11 octobre 2021 et « [La répression au Tchad "a fait disparaître le peu d'espoir suscité par le dialogue national"](#) », *France 24*, 12 novembre 2022.

<sup>4</sup> « [Mali : manifestation d'appui aux militaires au pouvoir](#) », *Radio-Canada*, 21 août 2020 ; « [Alpha Condé a ouvert la voie au retour de l'armée à la tête de son pays](#) », *International Crisis Group*, 9 septembre 2021 ; « [Niger : des milliers de partisans de la junte militaire manifestent à Niamey contre la France et la Cédéao](#) », Agence Anadolu, 11 août 2023 ; « [Coup d'État au Gabon : les Gabonais célèbrent la chute des Bongo... en attendant la suite](#) », *Jeune Afrique*, 31 août 2023 ; « [Burkina : des milliers de personnes manifestent pour l'adoption d'une nouvelle Constitution](#) », *Voice of America*, 29 septembre 2023 ;



Guinée<sup>5</sup>, où les militaires totalisent plus de deux années à la tête de l'État, cet appui populaire, au moins passif, peut s'expliquer par un rejet des élites politiques renversées, perçues comme corrompues et inefficaces, quelle que soit la régularité de leur accession ou de leur maintien au pouvoir. Les putschistes apparaissent comme un ultime recours, ou au moins un passage obligé, vers un développement social et économique bénéficiant à l'ensemble de la société. En outre, et particulièrement dans le « triangle sahélien », ces élites ont été vues comme inféodées à des puissances ex-coloniales, particulièrement la France, dénoncée aussi pour l'incapacité de son opération Barkhane à empêcher le développement de l'insurrection djihadiste, voire de l'avoir favorisée.

### Paris en point de mire, Moscou et Washington en embuscade

Alors que les forces armées de ces pays ont été, pendant la plus grande partie de leur histoire postcoloniale, encadrées par des instructeurs et conseillers français, l'afflux massif et sans résultat tangible des troupes de l'opération Barkhane n'a fait qu'augmenter le ressentiment de nombreux officiers et sous-officiers jugeant cette présence à la fois anachronique, arrogante et inutile<sup>6</sup>. Par ailleurs, le développement de l'insurrection djihadiste, d'abord au Mali, puis dans le reste du Sahel, correspond à la déstabilisation de l'État libyen provoquée par les bombardements de l'OTAN en 2011, et ceux-ci n'auraient sans doute pas eu lieu sans l'entêtement du président Nicolas Sarkozy. Enfin, la condescendance et les diatribes de son successeur, Emmanuel Macron, n'ont fait que radicaliser le discours « anti-français » des nouveaux maîtres du Sahel. Après des années de surdité face aux multiples avertissements, la France officielle — qui condamne avec une extrême virulence les coups d'État à Bamako, Ouagadougou et Niamey, mais adoube le nouveau patron putschiste du Tchad<sup>7</sup> — tient un discours totalement inaudible, non seulement auprès des militaires africains, mais aussi de leur opinion publique.

Bien que le rejet de la France n'ait pas gagné les nouveaux dirigeants du Tchad et du Gabon, où Paris dispose de deux de ses cinq bases permanentes africaines<sup>8</sup>, d'autres acteurs internationaux sont en train de combler le vide sécuritaire laissé par le départ des troupes de l'ex-colonisateur, de l'Union européenne (*Task Force Takuba*) et des Nations unies (MINUSMA). Au Mali, nombreuses sont les allégations concernant le soutien apporté par la milice Wagner aux forces locales lors d'opérations « antiterroristes » au cours desquelles de graves abus envers la population locale

---

<sup>5</sup> « [Guinée : deux ans de transition sur fond de manifestations](#) », *Deutsche Welle*, 5 septembre 2023 ; « [Le mouvement de l'imam Dicko proteste contre le report de la présidentielle au Mali](#) », *TRT Afrika*, 29 septembre 2023.

<sup>6</sup> Georges Berghezan, « [Militaires occidentaux au Niger : présence contestée, utilité à démontrer](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 7 novembre 2016.

<sup>7</sup> « [Tchad : la transition prolongée, Mahamat Déby pourra briguer la présidence](#) », *Le Monde*, 3 septembre 2022.

<sup>8</sup> En plus de Djibouti, Dakar et Abidjan.

seraient commis<sup>9</sup>. Si certains ont également vu Wagner au Burkina Faso<sup>10</sup>, Ouagadougou et Moscou n'en seraient qu'au stade de la négociation d'un possible accord de coopération militaire<sup>11</sup>. Au Niger, les États-Unis ont attendu plus de deux mois pour conclure qu'il y avait bien eu un « coup d'État militaire » en juillet 2023<sup>12</sup> et ont rapidement repris une coopération militaire limitée avec le nouveau régime<sup>13</sup>. Avec le départ programmé des Français, le contingent étatsunien, plus de mille hommes déployés à Niamey et Agadez, deviendra sous peu la principale force étrangère sur le sol nigérien.

De bonnes relations entre Washington et Niamey après le coup d'État pourraient être facilitées par les liens tissés par plusieurs officiers putschistes, dont le général Tiani, avec les États-Unis, où ils ont été formés<sup>14</sup>. Il est à noter que le Pentagone a également renforcé les capacités militaires d'autres auteurs de coups d'État dans la région, notamment le colonel malien Goïta, le lieutenant-colonel burkinabé Damiba<sup>15</sup> et le colonel guinéen Doumbouya<sup>16</sup>. Reste à voir si la Maison-Blanche tirera profit de ces connexions et du retrait français en accroissant sa présence militaire en Afrique de l'Ouest.

Parmi les autres acteurs occidentaux encore militairement présents au Sahel, l'Allemagne devrait retirer ses troupes du Niger, déployées dans le cadre d'une mission militaire de l'Union européenne (EUMPM), mais l'Italie pourrait conserver ses quelque 250 hommes engagés sur une base bilatérale dans la lutte antiterroriste et anti-migratoire<sup>17</sup>.

## La sécurité, test décisif

Une question déterminera la suite des bouleversements en cours, en particulier au cœur du Sahel : l'évolution de la sécurité dans ces pays. Tant à Bamako qu'à Niamey et à Ouagadougou, l'échec à combattre les groupes djihadistes a été imputé aux gouvernements renversés et à leurs soutiens occidentaux. L'expulsion de ces derniers

---

<sup>9</sup> « [Rapport sur les événements de Moura du 27 au 31 mars 2022](#) », Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme, mai 2023.

<sup>10</sup> « [Ghana accuses Burkina Faso of hiring Russian Wagner mercenaries](#) », *Africanews*, 16 décembre 2022.

<sup>11</sup> « [Burkina Faso says leader discussed possible military cooperation with Russian delegation](#) », Reuters, 1<sup>er</sup> septembre 2023.

<sup>12</sup> « [Military Coup d'Etat in Niger](#) », U. S. Department of State, 10 octobre 2023.

<sup>13</sup> « [Après le retrait militaire français du Niger, les États-Unis évaluent leurs options](#) », *Voice of America*, 25 septembre 2023.

<sup>14</sup> Nick Turse, « [Niger Junta Appoints U.S.-trained military Officers to Key Jobs](#) », *The Intercept*, 16 août 2023.

<sup>15</sup> Nick Turse, « [How Many More Governments Will American-Trained Soldiers Overthrow?](#) », *Rolling Stone*, 25 février 2023.

<sup>16</sup> Declan Walsh & Eric Schmitt, « [U.S. Forces Were Training the Guinean Soldiers Who Took Off to Stage a Coup](#) », *The New York Times*, 16 septembre 2021.

<sup>17</sup> David Rich, « [Retrait de la France au Niger : quel avenir pour les contingents occidentaux au Sahel ?](#) », *France 24*, 26 septembre 2023.

devait permettre aux armées nationales de combattre plus efficacement les insurgés islamistes, éventuellement en ayant recours à d'autres partenaires<sup>18</sup>.

Au Mali, plus de trois ans après le premier coup d'État, plus d'un an après le départ des derniers soldats français, la situation sécuritaire semble avoir nettement empiré, malgré le recours à Wagner. Tandis que les djihadistes de l'*État islamique dans le Grand Sahara* (EIGS) et du *Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans* (GSIM ou JNIM) multiplient leurs attaques et élargissent les zones sous leur contrôle<sup>19</sup>, une coalition de groupes armés majoritairement touarègues, le *Cadre stratégique permanent* (CSP), accuse la junte d'avoir rompu l'accord d'Alger conclu en 2015 et fait craindre un nouvel épisode de rébellion touarègue au Sahel<sup>20</sup>. Selon le projet *Armed Conflict Location and Event Data* (ACLED), la violence contre les civils aurait augmenté de 38 % au Mali en 2023<sup>21</sup>.

Le Burkina Faso, relativement épargné par les groupes djihadistes jusqu'en 2018, connaît une explosion de violence depuis<sup>22</sup>. Alors que l'EIGS et le GSIM contrôlèrent 40 % du territoire, dans le nord et l'est du pays, la spirale meurtrière ne semble pas s'être inversée depuis les deux coups d'État de 2022<sup>23</sup>, l'un et l'autre pourtant justifiés par la détérioration continue de la sécurité. Le Burkina Faso était, au premier semestre 2023, le pays d'Afrique de l'Ouest le plus ensanglanté par les « attaques terroristes »<sup>24</sup>.

Enfin, au Niger, il est sans doute trop tôt pour évaluer l'impact du coup d'État sur la sécurité, ce pays étant par ailleurs moins touché que ses voisins par les affrontements avec les groupes islamistes, l'EIGS et le GSIM à l'ouest, mais aussi Boko Haram au sud-est. Cependant, après un pic de violence atteint en 2021 et un niveau élevé en 2022<sup>25</sup>, le nombre de victimes en lien avec des groupes armés semblait nettement décroître au premier semestre 2023<sup>26</sup>. Cette tendance rend peu crédible le discours du général Tiani,

---

<sup>18</sup> Un espoir dont on peut questionner les fondements. Voir Yannick Quéau, « [En Afrique de l'Ouest, le rejet de la France, de l'ONU ou des États-Unis n'est porteur d'aucune solution](#) », *Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix*, août 2023.

<sup>19</sup> « [Mali : Les groupes armés islamistes multiplient les meurtres et les viols](#) », *Human Rights Watch*, 13 juillet 2023.

<sup>20</sup> Chris Ewokor, « [Crise au Mali : Des combats acharnés éclatent après que les rebelles touaregs ont tué "plus de 80 soldats"](#) », *BBC News*, 2 octobre 2023 ; David Baché, « [Mali : la colonne de l'armée progresse lentement dans la région de Gao](#) », *RFI*, 3 octobre 2023.

<sup>21</sup> Chris Ewokor, *op. cit.*

<sup>22</sup> « [Burkina Faso - Battle-related Deaths](#) », *Trading Economics*, consulté le 4 octobre 2023.

<sup>23</sup> « [Burkina Faso, Événements de 2022](#) », *Human Rights Watch*, consulté le 4 octobre 2023 ; Aurore Bonny, « [Over 1,800 terrorist attacks killed 4,600 in West Africa in 2023](#) », *Anadolu Agency*, 26 juillet 2023.

<sup>24</sup> Aurore Bonny, *op. cit.*

<sup>25</sup> « [Niger, Number of Deaths 1999-2022](#) », *Uppsala Conflict Data Program*, consulté le 4 octobre 2023.

<sup>26</sup> « [Fact Sheet: Military Coup in Niger](#) », *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)*, 3 août 2023.

assurant avoir démis le président Bazoum en raison de « la détérioration de la situation sécuritaire »<sup>27</sup>.

Plus à l'est, les conséquences des coups d'État au Soudan se sont révélées catastrophiques puisque le pays a sombré dans une guerre opposant les deux principaux chefs de la « transition ». Les bombardements de zones urbaines ont provoqué la mort de milliers de civils et le déplacement de près de 5 millions d'habitants<sup>28</sup>. Dans les trois autres pays sous examen, aucune évolution notable n'a été constatée sur le plan sécuritaire, un sujet qui ne figurait pas parmi les motivations des auteurs des coups d'État.

### Quelles transitions ?

Bien que, en particulier au Sahel et au Soudan, l'enjeu sécuritaire influencera considérablement l'agenda de la restitution du pouvoir aux civils, les nouvelles autorités de chaque pays ont pris des engagements plus ou moins précis en ce sens. Ceux-ci connaissent parfois un début de mise en œuvre et ont été pris en consultant ou en accord avec des mouvements citoyens ou des acteurs régionaux.

Au Soudan, le second coup d'État d'octobre 2021, qui a éliminé les civils du gouvernement de transition, a sérieusement miné le processus de retour à l'ordre constitutionnel. Néanmoins, un accord entre les militaires et des partis politiques, conclu en décembre 2022, prévoyait notamment la nomination d'un Premier ministre choisi par ces partis, suivie d'une période de deux ans s'achevant par des élections<sup>29</sup>. À partir d'avril 2023, les combats entre l'armée et les RSF ont bien entendu gelé cet accord et repoussé à des temps meilleurs le retour au pouvoir civil.

Au Mali, la période de transition était, au départ, censée durer 18 mois<sup>30</sup>. En juin 2022, plus d'un an après le second coup d'État, elle a été fixée à 24 mois, à dater du 26 mars précédent, et comprenant un calendrier électoral<sup>31</sup>. Cela a amené la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO) à lever une partie de ses sanctions, notamment économiques et financières<sup>32</sup>. En juin 2023, à une large majorité des votants, la population malienne a adopté une nouvelle constitution, prévoyant des élections en février 2024<sup>33</sup>. Cependant, trois mois plus tard, les autorités annonçaient un « léger report » du scrutin présidentiel, qui serait entre autres dû à la « prise en otage » d'une base de données nécessaire à l'organisation de cette élection par une

<sup>27</sup> « [Le général Abdourahamane Tchiani est le nouveau président du Niger](#) », *BBC News*, 28 juillet 2023.

<sup>28</sup> « [Crise au Soudan : plus de 4,6 millions de personnes ont fui leur foyer](#) », *ONU Info*, 23 août 2023.

<sup>29</sup> « [Will the framework agreement in Sudan lead to democracy?](#) », *Sudan In The News*, 25 mars 2023.

<sup>30</sup> « [Au Mali, la junte s'engage à une transition de 18 mois](#) », *France 24*, 12 septembre 2020.

<sup>31</sup> Amarana Maiga, « [Mali : La durée de la transition fixée à 24 mois](#) », *Agence Anadolu*, 7 juin 2022.

<sup>32</sup> « [Communiqué, Soixante-et-unième session ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO](#) », *CEDEAO*, 3 juillet 2022.

<sup>33</sup> « [Au Mali, la nouvelle Constitution adoptée avec 97 % des voix](#) », *France 24*, 23 juin 2023.

entreprise française<sup>34</sup>. Ce nouveau retard ne fait pas l'unanimité à Bamako où un leader populiste, jusque-là favorable à la junte, a été condamné à un an de prison ferme pour s'y être opposé<sup>35</sup>.

Au Tchad, le *Conseil militaire de transition* (CMT), avec Mahamat Déby à sa tête, a initialement annoncé une période de transition de 18 mois<sup>36</sup>, comprenant un « dialogue national inclusif et souverain ». Celui-ci s'est finalement déroulé d'août à octobre 2022, sur fond de répression et malgré le boycott de la majorité des partis politiques et de la société civile et de deux des principaux groupes armés. Chargé de former un consensus sur la réforme constitutionnelle et de programmer des élections, ce « dialogue » a finalement prolongé de deux années la transition et autorisé les membres du CMT, dont le général Déby, à se présenter à l'élection présidentielle<sup>37</sup>.

En Guinée, le *Comité national pour le rassemblement et le développement* (CNRD) du colonel Doumbouya a conclu, en octobre 2022, un accord avec la CEDEAO établissant un chronogramme de transition étalé sur deux années, au lieu de trois comme proposé par la junte. D'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2025, devraient se succéder : l'adoption d'une nouvelle Constitution, la refonte du fichier électoral et l'organisation des élections générales<sup>38</sup>. Malgré cela, la CEDEAO a choisi de maintenir la pression en reconduisant ses sanctions<sup>39</sup>. Par ailleurs, à l'occasion du 65<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance guinéenne, le colonel Doumbouya a déclaré que les trois priorités de la transition étaient « dans un ordre très précis... le social, l'économie et le politique »<sup>40</sup>.

Au Burkina Faso, lors de son coup d'État de septembre 2022, le capitaine Traoré s'est empressé de déclarer qu'il respecterait le calendrier de la transition conclu entre la CEDEAO et son prédécesseur, le colonel Damiba<sup>41</sup>. Deux semaines plus tard, il organisait des assises nationales, réunissant les « forces vives de la nation », qui ont adopté une « charte de la transition »<sup>42</sup>. Cette charte précise la forme et la taille des autorités provisoires, garantissant la mainmise de Traoré et des militaires, mais limite leur pouvoir à 21 mois en prévoyant, d'ici juillet 2024, des élections auxquelles le président de la

---

<sup>34</sup> David Baché, « [Le Mali annonce le report de la présidentielle et accuse une entreprise française](#) », *RFI*, 25 septembre 2023.

<sup>35</sup> Flore Monteau, « [Au Mali, Ben le Cerveau condamné à un an de prison ferme](#) », *Jeune Afrique*, 14 septembre 2023.

<sup>36</sup> Julia Dumont, « [Quels défis pour le Tchad après la mort d'Idriss Déby Itno ?](#) », *France 24*, 23 avril 2021.

<sup>37</sup> Yamingué Béтинbaye Remadji Hoinathy & Babouh Tih-Kwada Elisabeth, « [le dialogue national au Tchad se termine dans un contexte d'incertitudes pour la transition](#) », *United States Institute of Peace*, 12 octobre 2022.

<sup>38</sup> Abdoulaye Sadio Diallo, « [En Guinée, deux ans de transition pour quel bilan ?](#) », *Deutsche Welle*, 5 septembre 2023.

<sup>39</sup> « [La CEDEAO maintient les sanctions contre le Burkina Faso, le Mali et la Guinée](#) », *Agence Anadolu*, 20 février 2023.

<sup>40</sup> « [Guinée: 'Les trois priorités de la transition sont le social, l'économie, le politique' pour le colonel Doumbouya](#) », *RFI*, 2 octobre 2023.

<sup>41</sup> « [Burkina Faso : Traoré promet de respecter le calendrier de transition](#) », *Reuters*, 5 octobre 2022.

<sup>42</sup> Burkina Faso, « [Charte de la Transition](#) », *Service d'information du Gouvernement*, 15 octobre 2022.

transition ne pourra participer<sup>43</sup>. Cependant, un an après sa prise de pouvoir, le capitaine Traoré, reconnaissant de nombreux problèmes affectant les forces armées, donnait la priorité à la sécurité sur les échéances électorales, affirmant : « Il n'y aura pas d'élection qui va se concentrer uniquement à Ouaga et à quelques villes alentours. »<sup>44</sup>

Au Niger, le « coup de trop »<sup>45</sup> de juillet 2023 a entraîné, outre de sévères sanctions, des menaces d'intervention armée de la CEDEAO et, en réaction, une alliance militaire entre Niamey, Bamako et Ouagadougou<sup>46</sup>. Le général Tiani a pourtant rapidement précisé et répété qu'il n'avait pas l'intention de s'éterniser au pouvoir, évoquant une transition de trois ans et le lancement prochain d'un « dialogue national »<sup>47</sup>. Le 2 octobre, l'Algérie a annoncé que le Niger avait accepté sa médiation pour dénouer la crise ouverte avec le coup d'État. S'opposant à toute intervention armée extérieure, Alger propose un « plan de transition de six mois »<sup>48</sup>. En attendant, alors que la plupart des bailleurs ont coupé leur aide au développement, le pays fait face à des problèmes budgétaires et sociaux dramatiques, aggravés par le blocus de certains pays de la CEDEAO<sup>49</sup>.

Au Gabon, après avoir déclaré qu'une transition de 24 mois vers des élections était un « objectif raisonnable »<sup>50</sup>, Raymond Ndong Sima, Premier ministre nommé par le général Oligui Nguema, a présenté, le 27 septembre 2023, soit moins d'un mois après le coup d'État, les étapes prévues de cette transition. Sur la base des contributions écrites des Gabonais, un « dialogue national » devrait s'ouvrir entre avril et juin 2024, suivi de la mise en place d'une assemblée constituante et de l'adoption d'une nouvelle constitution<sup>51</sup>. Le 7 octobre, Oligui Nguema a nommé les membres, civils, d'un parlement de transition, chargés de travailler avec le *Conseil national de transition* composé, lui, exclusivement de militaires<sup>52</sup>.

## Conclusion

<sup>43</sup> « [Understanding Burkina Faso's Latest Coup](#) », *Africa Center for Strategic Studies*, 28 octobre 2022.

<sup>44</sup> « [Le capitaine Traoré n'envisage pas d'élections avant la sécurisation de tout le Burkina Faso](#) », *RFI*, 30 septembre 2023.

<sup>45</sup> Selon les mots de la ministre sénégalaise des Affaires étrangères. Voir « [Putsch au Niger : le Sénégal enverra ses soldats si la Cédéao décide d'une intervention](#) », *Le Figaro*, 3 août 2023.

<sup>46</sup> « [Le Mali, le Burkina et le Niger signent une alliance défensive "des États du Sahel"](#) », *France 24*, 17 septembre 2023.

<sup>47</sup> « [Niger : une transition de trois ans maximum, assure le chef du régime militaire](#) », *Le Point*, 19 août 2023 ; « [Abdourahamane Tiani affirme que 'le peuple nigérien va dicter ses futures relations avec la France'](#) », *Jeune Afrique*, 1<sup>er</sup> octobre 2023.

<sup>48</sup> « [Coup d'État au Niger : Niamey a accepté une médiation algérienne](#) », *Le Figaro*, 2 octobre 2023.

<sup>49</sup> Arthur Ponchelet, « [Au Niger, la fin de l'aide internationale représente un manque à gagner considérable](#) », *RFI*, 11 octobre 2023.

<sup>50</sup> « [Gabon : une transition de vingt-quatre mois pour des élections est « un objectif raisonnable », selon le Premier ministre](#) », *Le Monde*, 10 septembre 2023.

<sup>51</sup> Yves-Laurent Goma, « [Gabon: le Premier ministre présente les étapes de la Transition](#) », *RFI*, 28 septembre 2023.

<sup>52</sup> « [Au Gabon, Oligui Nguema nomme un Parlement de transition](#) », *Jeune Afrique*, 7 octobre 2023.

Plus de soixante ans après les indépendances, plus de trente après la fin de la Guerre froide et le fameux discours de la Baule qui a marqué son entrée dans le multipartisme à l'occidentale, l'Afrique est sans doute à un tournant de son histoire. Le modèle libéral-démocratique a déçu, n'a pas suscité le développement social et économique espéré, mais semble avoir favorisé celui des inégalités, de la corruption et des insurrections armées.

Si la série de coups d'État est un « défi direct à la gouvernance démocratique dirigée par les civils »<sup>53</sup>, elle est aussi un symptôme de la mégestion des affaires publiques par des élites ayant assuré leur mainmise par un processus électoral souvent frauduleux. Parmi les principaux reliquats de la « Françafrique », on peut s'interroger sur la réelle légitimité démocratique des quarante ans de règne de Paul Biya au Cameroun et ses sept mandats présidentiels. Ou sur celle d'Alassane Ouattara, devenu président de Côte d'Ivoire grâce aux canons français et réélu pour un troisième mandat contraire à la constitution, lors d'un scrutin boycotté par l'opposition. Même au Sénégal, on peut douter que l'élection présidentielle de février 2024 permette à la population d'exprimer son libre choix si le principal candidat de l'opposition en est exclu pour d'opportunes affaires de « diffamation » et de « corruption de la jeunesse »<sup>54</sup>.

Seule puissance ex-coloniale ayant maintenu une présence militaire permanente sur le continent, bien que maintenant réduite<sup>55</sup>, la France est la cible privilégiée des discours souverainistes de plusieurs juntes aujourd'hui au pouvoir. En quête de partenaires face à une situation sécuritaire de plus en plus dégradée, certaines se tournent vers la sphère russe, tandis que d'autres devraient accepter le maintien de bases des États-Unis sur leur territoire. Sur le plan économique aussi, la France et, plus globalement, l'Occident sont en perte de vitesse. Depuis plus d'une décennie, la Chine est le principal partenaire commercial de l'Afrique<sup>56</sup>. Et d'autres pays y remplacent de plus en plus les investissements, les produits, voire les soldats européens : la Turquie, qui y déploie un *soft power* à dimensions multiples<sup>57</sup>, le Maroc qui a réorienté ses priorités économiques vers le continent africain<sup>58</sup>, et les Émirats arabes unis, outre leurs bases militaires dans

---

<sup>53</sup> « [Africa's Crisis of Coups](#) », *Africa Center for Strategic Studies*, septembre 2023.

<sup>54</sup> Adja Aicha Senghor, « [Cinq choses à savoir sur l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, condamné à 2 ans ferme de prison](#) », *BBC News*, 12 mars 2023.

<sup>55</sup> En comptant les troupes en cours de retrait du Niger, le nombre de militaires français en Afrique s'élèverait à environ 6 700, contre 30 000 lors des indépendances. Voir Elisabeth Pierson, « [Après le départ prévu du Niger, où l'armée française est-elle encore présente en Afrique ?](#) », *Le Figaro*, 25 septembre 2023 ; « [Coups d'État en Afrique : 'Les putschistes promettent une deuxième indépendance'](#) », interview d'Alain Antil (IFRI), *L'OBS*, 5 septembre 2023.

<sup>56</sup> « [Le commerce entre la Chine et l'Afrique connaît une croissance régulière de janvier à juillet](#) », *Forum sur la coopération sino-africaine*, citant Xinhua, 23 août 2023.

<sup>57</sup> Georges Berghezian, « [La Turquie, nouveau leader des non-alignés ? Analyse de son repositionnement géostratégique](#) », *Rapport du GRIP*, 6 avril 2023.

<sup>58</sup> Elimane Sembène, « [Échanges commerciaux : voici les principaux partenaires du Maroc en Afrique en 2022](#) », *Le360*, 12 août 2023.

la Corne de l'Afrique et en Libye, ont fait de Dubaï la « capitale commerciale de l'Afrique »<sup>59</sup>, y compris pour les trafics illicites<sup>60</sup>.

Et pour de nombreux jeunes, intellectuels et aussi militaires, le modèle sensiblement plus autoritaire ayant assuré le développement de ces pays – Chine en tête, mais aussi des États africains comme le Rwanda – mériterait d'être exploré après l'échec du modèle vendu et imposé par les Occidentaux<sup>61</sup>. Cela explique l'apparent soutien populaire dont bénéficient – ou bénéficiaient au départ – les militaires contestant l'influence française sur leur pays.

Ce soutien est cependant fragile et contesté à l'intérieur même des cercles militaires de ces pays, comme en témoignent les coups d'État déjoués au Mali et au Burkina Faso. Et il dépend avant tout de l'évolution de la sécurité : après le désastre soudanais, le Sahel est en grand danger d'un embrasement généralisé. Pour l'éviter, les capacités militaires des officiers au pouvoir et de leurs soldats ne suffiront pas. Outre l'adhésion populaire, ils devront compter sur des coopérations régionales ou internationales. À eux d'être suffisamment conscients des enjeux pour faire les bons choix.

\* \* \*

---

<sup>59</sup> Paul Cochrane, « [Dubaï, capitale commerciale de l'Afrique](#) », *Middle East Eye*, 31 mars 2021.

<sup>60</sup> A.J.S., « [Dubaï, hub du trafic illicite de l'or africain](#) », *Afrimag*, 24 novembre 2021.

<sup>61</sup> Sarah Diffalah, *op. cit.*



## À propos du GRIP



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte de la Guerre froide et sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques.

Le GRIP étudie les conflits et les conditions de la paix, dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes leur permettant de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires.

En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, en œuvrant en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr.

## Cinq bonnes raisons de soutenir le GRIP

En faisant un don au GRIP, vous contribuez à renforcer ses moyens et à :

- Développer une recherche indépendante et de qualité sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun.

En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement des compétences nécessaires à la société civile en vue d'une analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur [www.grip.org](http://www.grip.org) ; faites un don <https://grip.org/je-donne-2/>

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité  
@Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique  
Tél. : +32 (0) 0484 942 792 – [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org) – [www.grip.org](http://www.grip.org)